

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

SITUATION STABLE AVEC QUELQUES POCHES D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ANALYSE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË AOÛT 2025 - MARS 2026

Publié le 7 octobre 2025

Résultats préliminaires en attente de la dissémination officielle au niveau national

ACTUELLE : AOÛT – SEPT 2025			PROJETÉE 1 : OCT – DEC 2025			PROJETÉE 2 : JANV – MARS 2026		
1,17M 10% de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 People in Catastrophe	1,8M 15% de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 People in Catastrophe	1,14M 9% de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère (Phase IPC 3 et +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 People in Catastrophe
	Phase 4	0 People in Emergency		Phase 4	0 People in Emergency		Phase 4	0 People in Emergency
	Phase 3	1,174,000 People in Crisis		Phase 3	1,800,000 People in Crisis		Phase 3	1,140,000 People in Crisis
	Phase 2	4,388,000 People in Stressed		Phase 2	4,679,000 People in Stressed		Phase 2	4,299,000 People in Stressed
	Phase 1	6,727,000 People in food security		Phase 1	5,810,000 People in food security		Phase 1	6,849,000 People in food security

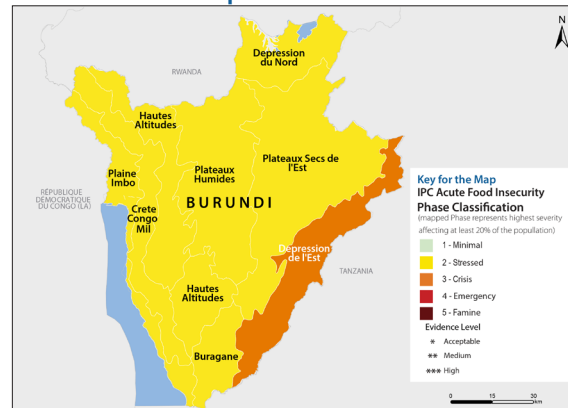
VUE D'ENSEMBLE

L'analyse de la sécurité alimentaire pour la période d'août à septembre 2025 révèle qu'environ 1,17 million de personnes, soit 10 % de la population totale analysée, sont en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Parmi les huit Zones de Moyens d'Existence (ZME), seule celle des Dépressions de l'Est est classée en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Les sept autres ZMEs sont classées en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC). L'insécurité alimentaire aiguë s'aggrave pour les populations pauvres des zones urbaines ainsi que pour les ménages à faible revenu des zones rurales, en raison de l'impact combiné des conditions macroéconomiques actuelles, les aléas climatiques, les conflits dans les zones transfrontalières, l'inflation, la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants ainsi que la dépréciation monétaire et les réductions importantes de l'assistance humanitaire.

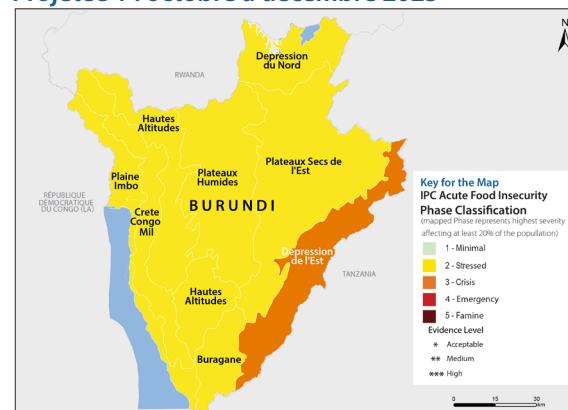
Dans toutes les zones, la situation alimentaire devrait se détériorer entre octobre et décembre 2025, avec environ 15 % de la population (1,8 million de personnes) susceptible d'être confrontée à une situation de crise (Phase 3 de l'IPC), soit une augmentation de 630,000 personnes par rapport à la période août à septembre 2025. Pendant cette période, qui coïncide avec la période de soudure alimentaire, seule la ZME des dépressions de l'Est demeurera en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Cette détérioration de la situation alimentaire est projetée en raison de la diminution ou de l'épuisement des réserves alimentaires des ménages, la réduction des opportunités des moyens d'existence, de la réduction supplémentaire attendue de l'aide alimentaire humanitaire, de l'intensification de la crise macroéconomique. Les prix alimentaires sont susceptibles d'atteindre des niveaux élevés sur les marchés, dans une période de dépenses pour les ménages que ce soit pour l'achat des intrants agricoles de la saison 2026A ou l'année scolaire 2025-2026. Pour éviter une détérioration rapide vers les phases les plus graves d'insécurité alimentaire aiguë, il est recommandé de renforcer immédiatement l'assistance alimentaire d'urgence tout en intégrant des programmes de protection sociale, en donnant la priorité aux populations les plus vulnérables.

Concernant la deuxième période projetée de janvier à mars 2026, une légère amélioration de la situation alimentaire est attendue en raison de la disponibilité des récoltes de la saison 2026 A. Ainsi, la ZME des dépressions

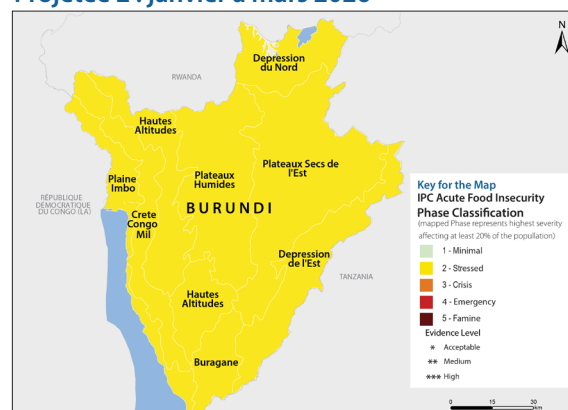
Actuelle : août à septembre 2025



Projetée 1 : octobre à décembre 2025



Projetée 2 : janvier à mars 2026



de l'Est passera d'une classification de Crise (Phase 3 de l'IPC) à une phase de Stress (Phase 2 de l'IPC). Pendant cette période, environ 1,14 million des personnes (représentant 9% de la population totale analysée) feront face à une insécurité alimentaire aiguë élevée, ce qui représente une réduction de 30,000 personnes par rapport à août - septembre 2025.

La période d'août à septembre 2025 correspond aux récoltes et post-récoltes, généralement considérées comme favorables en termes de sécurité alimentaire. Les personnes en situation de crise sont principalement affectées par des chocs saisonniers localisés, aggravés par des facteurs structurels tels que la pauvreté, l'accès limité à des moyens d'existence durables et diversifiés, la dépendance au marché, la rareté et la faible rémunération des opportunités de travail agricole. Ces populations vulnérables sont réparties dans tout le pays, mais plus concentrées dans les dépressions du Nord, de l'Est et de la plaine de l'Imbo.

La période d'octobre à décembre 2025 coïncide avec la grande soudure alimentaire, marquée par l'épuisement des réserves alimentaires des ménages. La hausse des prix sur les marchés devrait voir la situation se détériorer, bien que les récoltes de la petite saison culturale des marais (2025 C) pourrait couvrir environ un mois de consommation pour les ménages ayant accès aux marais (environ 30 %). Plusieurs facteurs pourraient également aggraver la situation telle que l'inflation continue, les inondations sur le littoral du Lac Tanganyika, les conditions défavorables des échanges transfrontaliers (dépréciation du franc burundais), etc.

Sur la période de janvier à mars 2026, correspondant à la période des récoltes de la saison A, une amélioration de la situation alimentaire est projetée grâce à de bonnes performances agricoles, sous tendues par un régime pluviométrique favorable. Ceci pourrait impacter favorablement les stocks alimentaires des ménages susceptibles d'augmenter. Cependant, durant cette période, quelques risques tels que la pression inflationniste sur les marchés, les chocs climatiques localisés, la pression sur les ressources alimentaires locales due à l'afflux de populations dans certaines zones, notamment à l'Est et à l'Ouest du pays sont susceptibles de subsister.

Facteurs déterminants



Situation socioéconomique : Les performances socioéconomiques restent fortement affectées par le taux de change de la monnaie locale face aux devises étrangères. Le taux parallèle demeure défavorable aux activités économiques formelles et se répercutent sur les autres secteurs de la vie socioéconomiques. Les prix des produits alimentaires importés sont influencés par la structure de la monnaie locale face aux devises.



Disponibilité et prix du carburant : Le pays continue d'expérimenter une perturbation de la chaîne d'approvisionnement du carburant, avec comme implication, la perturbation des mouvements des personnes et des biens. La faible disponibilité du carburant sur le marché local, affecte les coûts du transport et des biens sur les marchés.

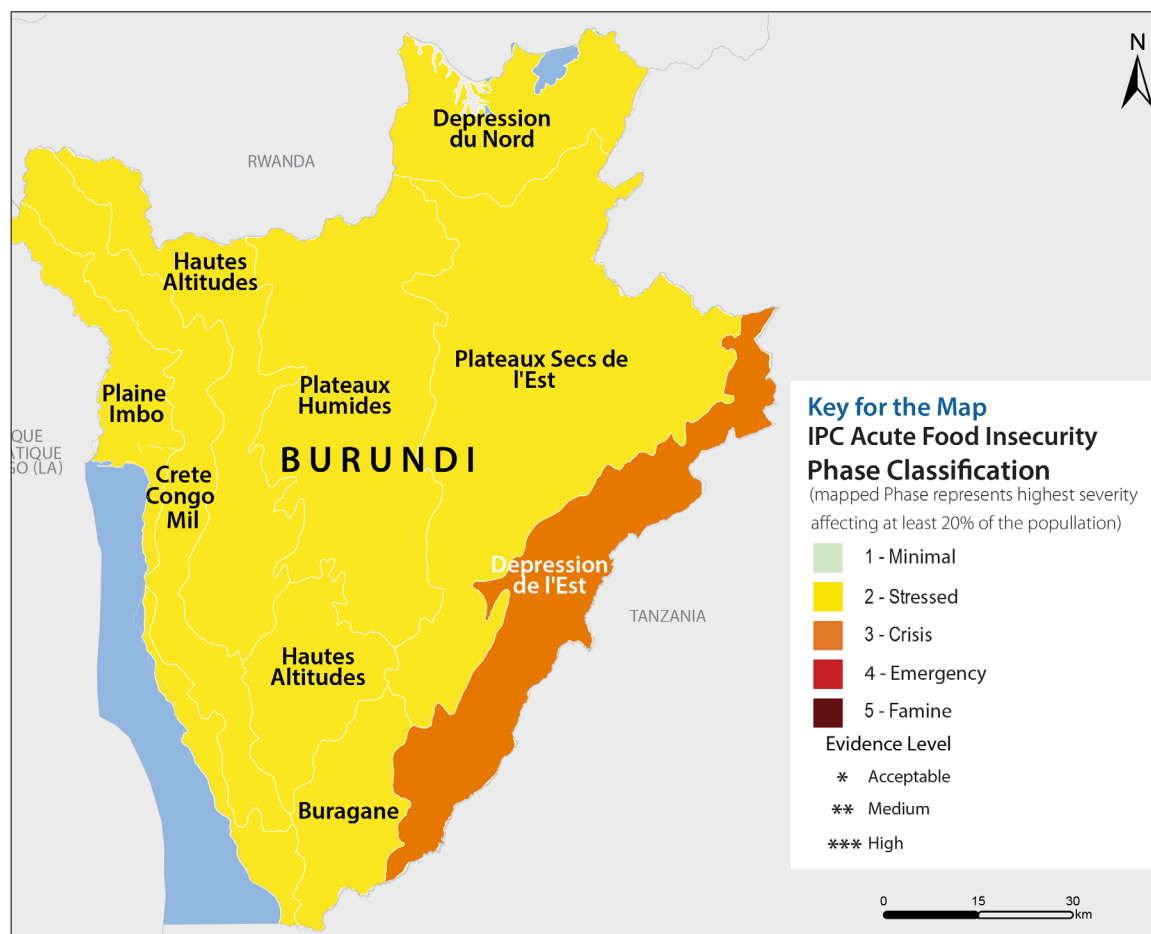


Aléas climatiques: Certaines régions du pays continuent de faire face au déficit hydrique, ce qui affecte les moyens d'existence des ménages.



Mouvement des populations : Le Burundi accueille actuellement plus des 70 000 réfugiés Congolais ayant fui les combats entre les forces armées. De Burundais vivant en RDC ont été aussi par la même occasion forcés à quitter le territoire affecté par le conflit, mettant ainsi une pression sur les moyens d'existence déjà limités.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (AOUT - SEPTEMBER 2025)



Préfecture	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Buragane	299,841	179,905	60	104,944	35	14,992	5	0	0	0	0	2	14,992	5
Crête Congo Nil	1,475,148	885,089	60	516,302	35	73,757	5	0	0	0	0	2	73,757	5
Dépressions de l'Est	913,239	456,620	50	273,972	30	182,648	20	0	0	0	0	3	182,648	20
Dépressions du nord	1,141,375	456,550	40	627,756	55	57,069	5	0	0	0	0	2	57,069	5
Haute altitude	1,684,773	926,625	55	589,671	35	168,477	10	0	0	0	0	2	168,477	10
Imbo	958,271	622,876	65	239,568	25	95,827	10	0	0	0	0	2	95,827	10
Plateaux humides	3,676,902	2,022,296	55	1,286,916	35	367,690	10	0	0	0	0	2	367,690	10
Plateaux secs de l'Est	2,139,314	1,176,623	55	748,760	35	213,931	10	0	0	0	0	2	213,931	10
Grand Total	12,288,863	6,726,584	55	4,387,889	36	1,174,391	10	0	0	0	0		1,174,391	10

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (AOUT- SEPTEMBRE 2025)

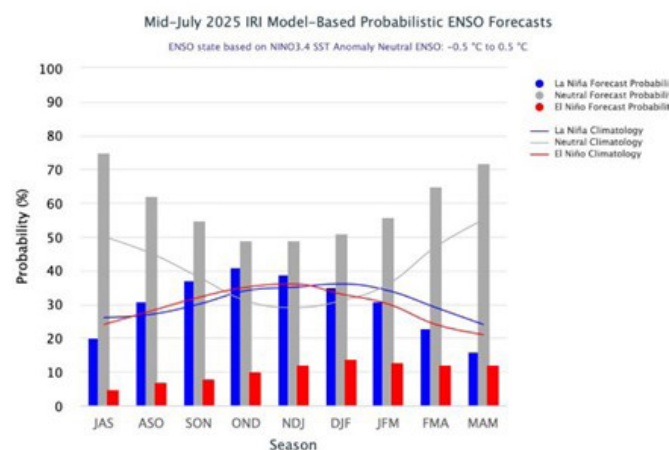
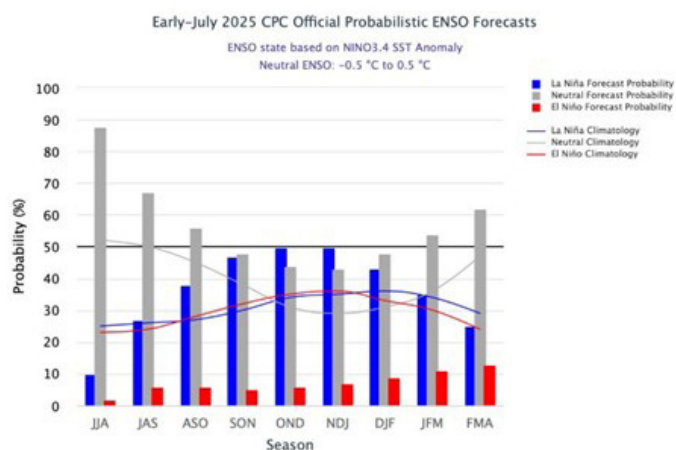
La capacité des ménages à se maintenir en sécurité alimentaire a été affectée par de vulnérabilités de plusieurs natures. Selon les résultats de l'enquête FSMS, dans la ZME des Dépressions de l'Est par exemple, 77% des ménages ont déclaré avoir été affecté par un choc durant les 6 derniers mois précédant l'enquête, contre 75% dans les Plateaux Secs de l'Est, et 60% dans la ZME des Dépressions du Nord, etc. Au niveau national, les principaux chocs ayant affecté les ménages sont notamment le déficit hydrique (57% des ménages), la hausse des prix des aliments (35% des ménages), les maladies humaines (24% des ménages), la hausse du prix du carburant/transport (18% des ménages), etc. Dans certaines ZME, ces chocs ont affecté les ménages de façon différente. On note par exemple que dans la ZME des Dépressions de l'Est 87% des ménages ont déclaré avoir été affecté par le déficit hydrique alors que dans la ZME de Crête Congo Nil 76% des ménages ont été affecté par l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Ces chocs, quel que soit leur nature ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages, plus particulièrement avec une influence négative sur l'accès et la disponibilité alimentaires. Néanmoins, la capacité de résilience des ménages face à ces divers chocs dépend de leur niveau de richesse et du capital social auquel des ménages spécifiques peuvent compter.

De façon générale, les activités économiques sont affectées par la structure des prix et la disponibilité du carburant. Le problème d'accès au carburant affecte l'ensemble de la population du pays sans distinction aucune, mais à des niveaux différents. Les zones frontalières de la Tanzanie et de la RDC semblent avoir de la facilité à accéder au carburant comparées aux autres zones du Pays. Cet état de choses affecte presque toutes les activités économiques, y compris le transport des biens. Il est fort probable que les coûts du transport soient à la base de l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base, même si cette augmentation peut aussi être liée à la structure du taux de change et de la faible disponibilité des devises.

Depuis janvier 2025, plus de 70 000 personnes sont arrivées au Burundi en provenance de la République Démocratique du Congo. Parmi ces personnes, figurent les populations rurales et urbaines fuyant le conflit armé en RDC. Plusieurs Burundais vivant en RDC ont aussi été forcés à revenir au Burundi en raison de ce conflit. La plupart des arrivants proviennent de Bukavu, Uvira, Minova, Goma, Walungu, etc.

D'après le rapport d'évaluation multisectorielle effectuée conjointement par le PAM, la FAO, le HCR, la Croix-Rouge du Burundi, WELTHUNGERHILFE et l'administration locale dans la ZME des Dépressions du Nord, un arrêt des pluies à trois semaines de la récolte a occasionné une perte sèche sur les principales cultures de la saison. Les effets du phénomène La Niña annoncé par les prédictions météorologiques au niveau régional (ICPAC1) et national (IGEBU) depuis le début de la saison culturale 2025A se sont traduits par le dessèchement des cultures de la saison à trois semaines de la récolte occasionnant une perte sèche sur le maïs et le haricot (principales cultures de la saison) sur des dizaines des collines des provinces Kirundo et Muyinga dont quatre collines de la commune Busoni (Gatare, Kivo, Munazi et Gatete), quatre collines de la commune Bugabira (Kigoma, Rusasa, Gitwe, Nyamabuye), deux collines de la commune Kirundo (Ceru et Kiyonza) , une partie de Ntega ainsi que trois zones de la commune Giteranyi (Masaka, Ruzo et Tura) en province Muyinga. Ainsi, plus de trente-six mille ménages (36 272) des cinq communes précitées ont subi une perte importante de récoltes de la saison avec en conséquence un déficit alimentaire élevé.

Malgré des poches de déficit hydrique, les prévisions agro climatiques ressortent une bonne répartition des pluies qui était favorable à l'activité agricole dans la majorité des ZME du pays.



DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE ET STABILITÉ :

Malgré le déficit hydrique observé dans certaines zones du pays, l'indice de végétation est resté favorable aux activités agricoles. Les conditions agro climatiques ont permis aux ménages de pratiquer les activités agricoles durant la saison 2025 B. Pendant cette saison, les ménages cultivent principalement le haricot, la patate douce, la pomme de terre et les légumes bien attendus. Dans la zone des Dépressions du Nord, la culture du Sorgho est faite aussi durant la saison B, alors que la culture du Manioc est propice pour toutes les ZME. Les stocks du Maïs récoltés dans la saison 2025 A favorisent une meilleure disponibilité au niveau national.

D'après les résultats de l'enquête FSMS, au niveau national, 100% des répondants ont déclaré avoir pratiqués l'agriculture vivrière, contre 43% des ménages qui ont déclarés avoir pratiqués l'élevage, y compris la vente du bétail. En lien avec la production agricole, il ressort que 22% des ménages ont bénéficié des revenus issus de la main d'œuvre agricole (MO). Comme indiqué plus bas, le cout de la main d'œuvre agricole a sensiblement augmenté dans la majorité des ZME. Cette augmentation du cout de la MO agricole pourrait en revanche défavoriser la pratique de l'agriculture principalement pour les ménages à revenus moyens, car n'ayant pas suffisamment des ressources pour garantir le paiement de la MO.

Il ressort de l'enquête FSMS que 19% des ménages ont pratiqué le jardin de case. Dans cette saison 2025 B, 34% des ménages ont principalement pratiqué la culture de légumineuses (Haricot principalement), 32% ont pratiqué la culture du Maïs, 24% ont pratiqué la culture du Manioc et 4% pour le riz. Quant à la possession du bétail, 69% des ménages au niveau national, ont déclaré en posséder. La possession du bétail semble être élevée dans la ZME des Hautes Altitudes (78%) et plus faible dans la Plaine de l'Imbo (56%).

Selon les résultats de l'Enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB 2025B), la production agricole a connu une hausse significative par rapport à la saison 2024B, avec une augmentation estimée à 60 % (passant de 755 273 à 1 218 075 tonnes équivalent céréales - TEC). Cette amélioration est principalement attribuée à un régime pluviométrique plus favorable, contrastant avec les perturbations sévères causées par le phénomène El Niño l'année précédente. Toutefois, des aléas climatiques localisés ont persisté, notamment des épisodes de déficit hydrique dans les régions nord et est, ainsi que des inondations à l'ouest du pays.

Le taux moyen de couverture des besoins alimentaires par les productions propres s'évalue à 139% (calculé à base des productions agricoles de l'ENAB, 2025B). Ce taux de couverture des besoins alimentaires laisse entendre qu'il n'y aurait pas de problème de disponibilité des aliments jusqu'à la prochaine récolte de la saison 2026A si ces productions agricoles étaient distribuées équitablement à tous les Burundais. Les zones de moyens d'existence qui affichent une couverture des besoins alimentaires inférieure à 100% sont Buragane (61%) et Dépression de l'Est (47,7%).

Malgré cette performance globale encourageante, la répartition de la production reste inégale. Une proportion importante de ménages demeure en situation de déficit alimentaire : environ 15 % disposent de moins d'un mois de réserves, et près de 50 % ont moins de deux mois de stocks issus des récoltes de 2025B. Bien que des efforts aient été déployés pour stimuler la production, notamment à travers la valorisation des terres domaniales, le développement d'exploitations modèles et la subvention des intrants agricoles. Ces initiatives semblent bénéficier de manière limitée aux ménages les plus vulnérables.

Tableau : Comparaison niveau de production (EC) de 2025B par rapport à 2024B et estimation de la couverture des besoins

ZME	2024B _TEC	2025B _TEC	Besoins journaliers en KgEC (journalier)	Couverture de la production de 2025B en mois	Variation 2025/2024	Commentaires/observation
Buragane	10,797	13,952	151,897	3	29%	Positif (++++) Amélioration du régime pluviométrique par rapport à la crise du phéno EL Nino de 2024 Effets de la promotion de la production agri à travers les exploitations modèles
Crête Congo NIL	93,527	172,336	829,385	7	84%	
Dépression de l'Est	54,482	32,331	451,412	2	-41%	
Dépression du Nord	91,288	108,087	532,372	7	18%	
Haute altitude	63,327	83,462	1,218,596	2	32%	Négatif (----) Aléas climatiques par en droits (ex. déficit hydrique au Nord et Est ainsi qu'inondation et pluies excessives à l'ouest) Mauvaise répartition des effets + des exploitations modèles (plus de fonctionnaires, officiels; commerçants et moins de petits producteurs)
Imbo	103,517	126,755	526,626	8	22%	
Plateaux humides	186,511	417,785	1,822,941	8	124%	
Plateaux secs de l'est	151,825	263,367	730,293	12	73%	
Mairie Bujumbura	-	-	676000	-	-	
Ensemble	755,273	1,218,075	6,939,522	6	61%	

Source : Estimation par les analystes à partir des données de l'ENAB (INSBU-DSIEAE).

ACCÈS ALIMENTAIRE ET STABILITÉ :

L'accès des ménages principalement pauvres aux aliments est perturbé par plusieurs facteurs en fonction des dynamiques locales des moyens d'existence. De façon générale, les coûts de la main d'œuvre ont une tendance haussière depuis 2019. La moyenne nationale des coûts de la main d'œuvre sur les 5 dernières années, affiche une augmentation de 125%. Cette augmentation est la plus élevée dans la ZME des Dépressions du Nord et se situe à 200%. Bien que cette augmentation devrait normalement contribuer à améliorer le pouvoir d'achat des ménages qui vivent de la vente de la main d'œuvre, il ressort que l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base à l'exception du haricot, reste le principal facteur qui limite l'accès à l'alimentation, plus particulièrement pour les ménages pauvres et plus pauvres qui ont généralement de petits lopins de terre. En juillet 2025, le coût moyen de la main d'œuvre agricole est d'environ 7 000 Francs Burundais (BIF), ce qui pourrait permettre d'acheter quelques aliments presque pas diversifiés.

D'après le système de suivi des prix du Programme Alimentaire Mondiale, les prix des denrées alimentaires de base (Riz à grain court, Farine de Maïs, Farine de Manioc, Patate douce, Pomme de terre, etc.), affichent une tendance haussière dans l'ensemble des zones des moyens d'existence. Ces tendances se confirment en comparaison à la moyenne des cinq dernières années, tout comme en comparaison avec la même période de l'année dernière. Au niveau national, la farine de Maïs par exemple, affiche une augmentation de 44% par rapport à la moyenne des 5 dernières années, et une augmentation de 11% par rapport à la même période de l'année antérieure. Quant à la farine de Manioc, elle affiche une augmentation de 45% par rapport à la moyenne des 5 dernières années, et une augmentation de 8% par rapport à la même période de l'année antérieure. De même, le riz à grain court affiche une augmentation de 111% par rapport à la moyenne des cinq dernières années, et une augmentation de 50% par rapport à la même période de l'année antérieure. Cette tendance haussière des prix des denrées alimentaires de base limite l'accès à la nourriture pour les ménages dont les revenus restent faibles et ne permet pas de couvrir les besoins alimentaires et non alimentaires, sans forcément s'engager dans les stratégies atypiques d'alimentation ou des moyens d'existence.

	Comodités	Riz à grain court			Maïs Farine			Manioc Farine			Patate			PDT			Haricot		
		Syr av	Jul-24	Jul-25	Syr av	Jul-24	Jul-25	Syr av	Jul-24	Jul-25	Syr av	Jul-24	Jul-25	Syr av	Jul-24	Jul-25	Syr av	Jul-24	Jul-25
Prix en BIF	Buragane	2,354	3,179	4,756	1,456	1,816	2,000	1,169	1,432	1,538	635	842	1,144	1,434	2,081	2,656	1,626	2,500	2,500
	Crête Congo NIL	2,480	3,361	5,112	1,595	2,009	2,279	1,298	1,693	1,918	753	970	1,285	1,346	2,031	2,416	1,801	2,620	2,942
	Dépressions de l'Est	2,432	3,392	5,129	1,417	1,829	1,985	1,043	1,519	1,632	620	921	1,379	1,305	1,992	2,597	1,676	2,618	2,645
	Dépressions du Nord	2,267	3,097	4,603	1,333	1,650	2,095	1,165	1,478	1,843	513	704	1,218	1,182	1,929	2,586	1,425	2,092	2,418
	Hautes altitudes	2,373	3,346	5,108	1,413	1,812	2,112	1,141	1,508	1,694	625	833	1,272	1,161	1,940	2,290	1,642	2,556	2,678
	Plaine de l'imbo	2,342	3,299	4,923	1,547	1,989	2,185	1,320	1,735	1,780	782	1,115	1,574	1,403	2,320	2,634	1,725	2,649	2,892
	Plateaux humides	2,199	3,095	4,704	1,315	1,703	1,858	1,121	1,482	1,576	464	659	1,108	1,082	1,813	2,196	1,500	2,280	2,419
	Plateaux secs de l'est	2,238	3,242	4,891	1,351	1,865	1,945	1,159	1,590	1,679	585	915	1,339	1,031	1,743	2,250	1,510	2,344	2,439
	National	2,315	3,254	4,893	1,418	1,840	2,038	1,177	1,570	1,702	613	877	1,299	1,206	1,968	2,399	1,602	2,458	2,600
Variation en % par rapport à...	Buragane	102%	50%		37%	10%		31%	7%		80%	36%		85%	28%		54%	0%	
	Crête Congo NIL	106%	52%		43%	13%		48%	13%		71%	32%		80%	19%		63%	12%	
	Dépressions de l'Est	111%	51%		40%	9%		56%	7%		122%	50%		99%	30%		58%	1%	
	Dépressions du Nord	103%	49%		57%	27%		58%	25%		138%	73%		119%	34%		70%	16%	
	Hautes altitudes	115%	53%		49%	17%		49%	12%		103%	53%		97%	18%		63%	5%	
	Plaine de l'imbo	110%	49%		41%	10%		35%	3%		101%	41%		88%	14%		68%	9%	
	Plateaux humides	114%	52%		41%	9%		41%	6%		139%	68%		103%	21%		61%	6%	
	Plateaux secs de l'est	119%	51%		44%	4%		45%	6%		129%	46%		118%	29%		61%	4%	
	National	111%	50%		44%	11%		45%	8%		112%	48%		99%	22%		62%	6%	

Bien que la majorité des ménages pratiquent une agriculture de subsistance, la production locale n'arrive pas à couvrir tous les besoins de la famille. Selon les résultats de l'enquête FSMS menée par le MINEAGRIE en collaboration avec le PAM, la part des dépenses que les ménages affectent à l'achat de la nourriture reste importante. Il ressort de cette enquête que 41% des ménages affectent plus de 75% de leurs revenus à l'achat de la nourriture. Seuls 17% des ménages affectent moins de 50% de leurs revenus à l'achat de la nourriture. Cette situation se reflète aussi dans l'analyse des stocks alimentaires issus de la propre production des ménages. De façon générale, les stocks des ménages restent faibles et ne peuvent couvrir qu'une partie des besoins alimentaires. Les stocks alimentaires sont plus importants dans la ZME de Buragane où 81% des ménages peuvent couvrir leurs besoins pour plus de 8 semaines. Au niveau national, 15% des ménages n'ont du stock que pour couvrir entre une et trois semaines. Il est évident qu'une partie de la production agricole des ménages est vendue pour leur permettre de couvrir d'autres besoins essentiels du ménage.

UTILISATION ALIMENTAIRE ET STABILITÉ :

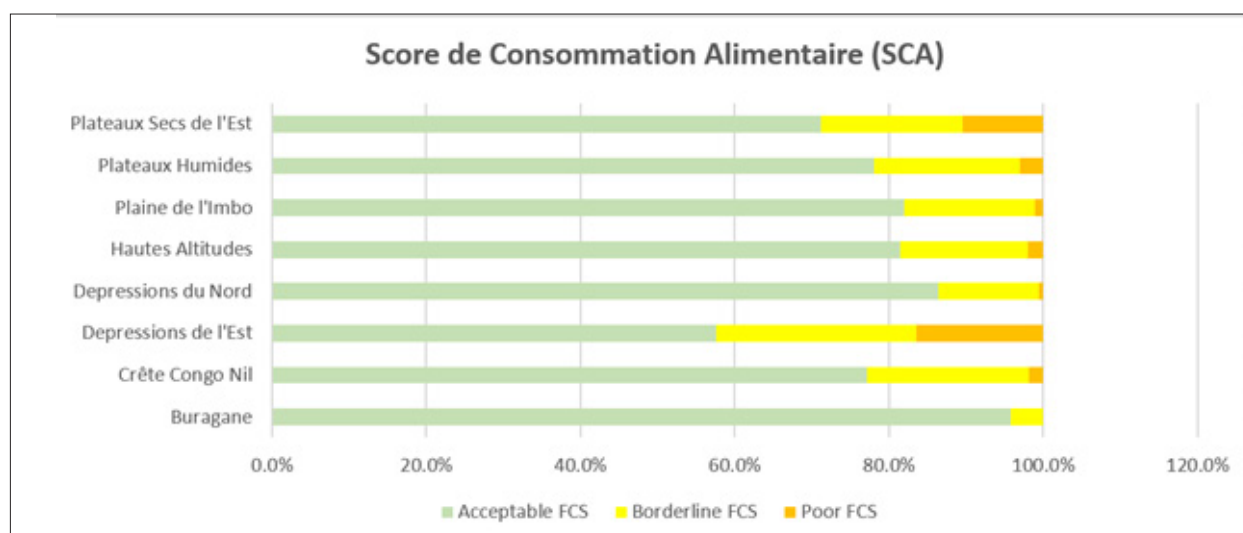
D'après les résultats de l'enquête FSMS, 27% des ménages ont déclaré parfois consommer les aliments riches en protéines contre 71% qui en consomment toujours. S'agissant de la consommation des aliments riches en vitamine A, 68% des ménages ont déclaré en consommer parfois, contre 27% qui en consomment toujours. Pour la consommation des aliments riches en fer, 6% ont déclaré en consommer toujours, contre 47% qui en consomment parfois.

Se basant sur les déclarations des ménages pendant l'enquête FSMS, 53% des ménages détiendraient un stock de nourriture pour couvrir plus de huit semaines de besoins à compter du mois de juin 2025, 32% pourraient couvrir jusqu'à 4 semaines des besoins alimentaires, 8% pour deux à 3 semaines et enfin, 8% ne pourraient couvrir que moins des deux semaines de leurs besoins alimentaires.

SITUATION DES RÉSULTATS DIRECTS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE :

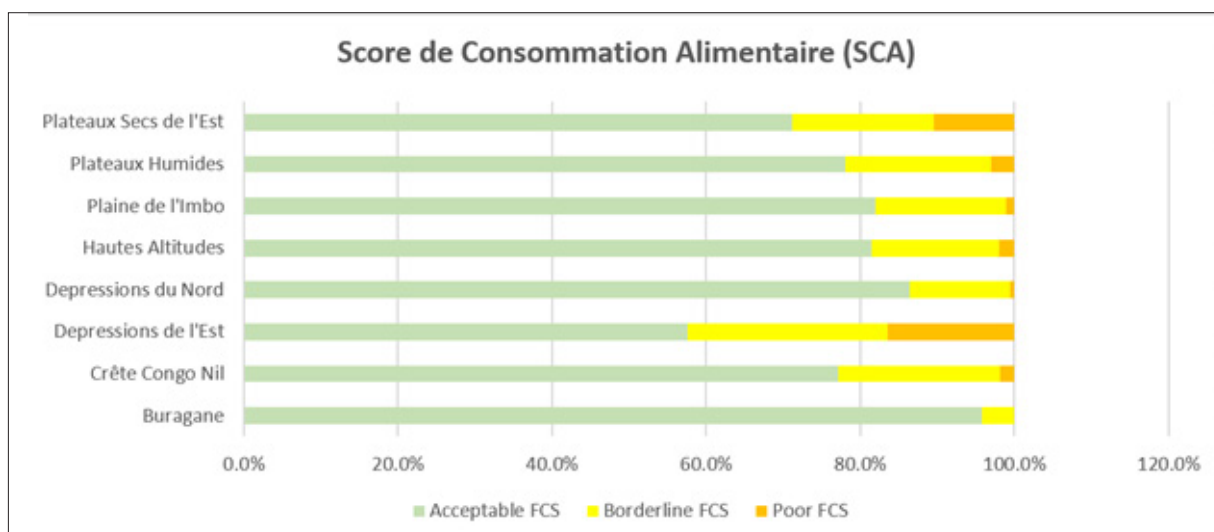
Consommation alimentaire :

Au niveau national, le Score de consommation alimentaire varie selon la ZME. La ZME des Dépressions de l'Est affiche

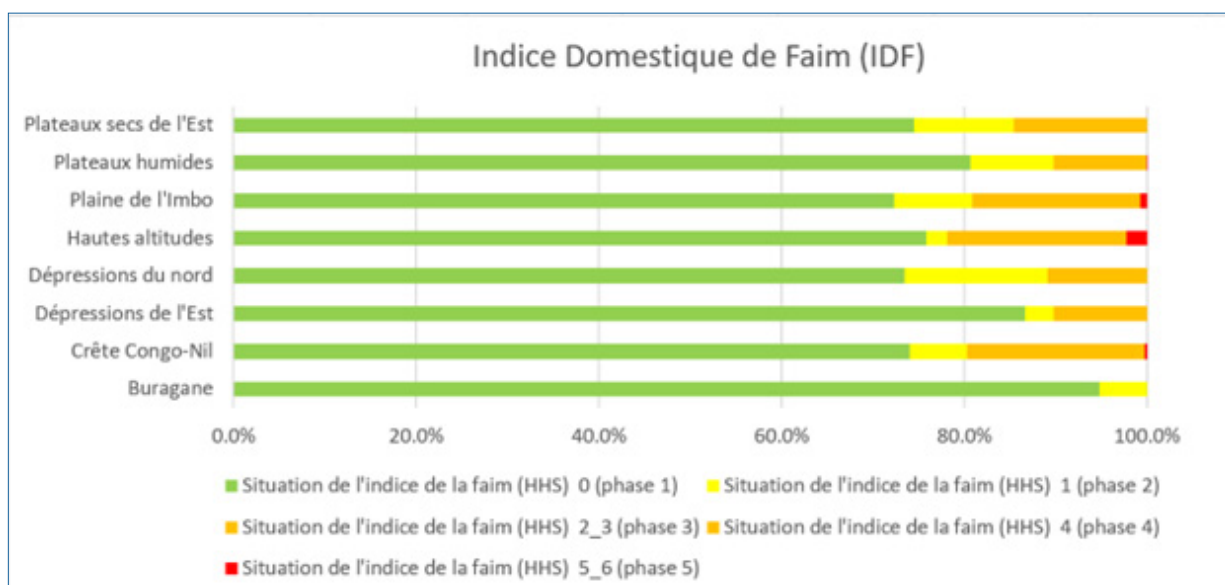


le SCA le plus faible avec 42% des ménages qui ont un SCA pauvre et limite (Indicative de la Phase 3 de l'IPC). Le SCA alimentaire de la majorité des ZME est indicative de la Phase 3 de l'IPC, à l'exception des ZME de Buragane, Hautes Altitudes et la Plaine de l'Imbo dont les SCA sont indicatifs de la Phase 2 de l'IPC.

En vue de couvrir leurs besoins alimentaires, les ménages ont adopté des stratégies réduites d'alimentation. Comme stratégies, 32% des ménages ont limité la quantité des repas consommés, 20% ont opté pour la réduction des quantités consommées par les adultes au profit des enfants, 19% ont réduit le nombre des repas (y compris sauter 1 ou 2 repas dans la journée). Toujours au niveau national, 15% des ménages ont emprunté des vivres ou sont restés dépendants de l'aide des parents ou des amis, alors que 50% des ménages ont opté pour la consommation des aliments moins préférés ou moins chers. De façon général, le SCA est indicatif de la phase 2 de l'IPC pour l'ensemble des ZMEs.

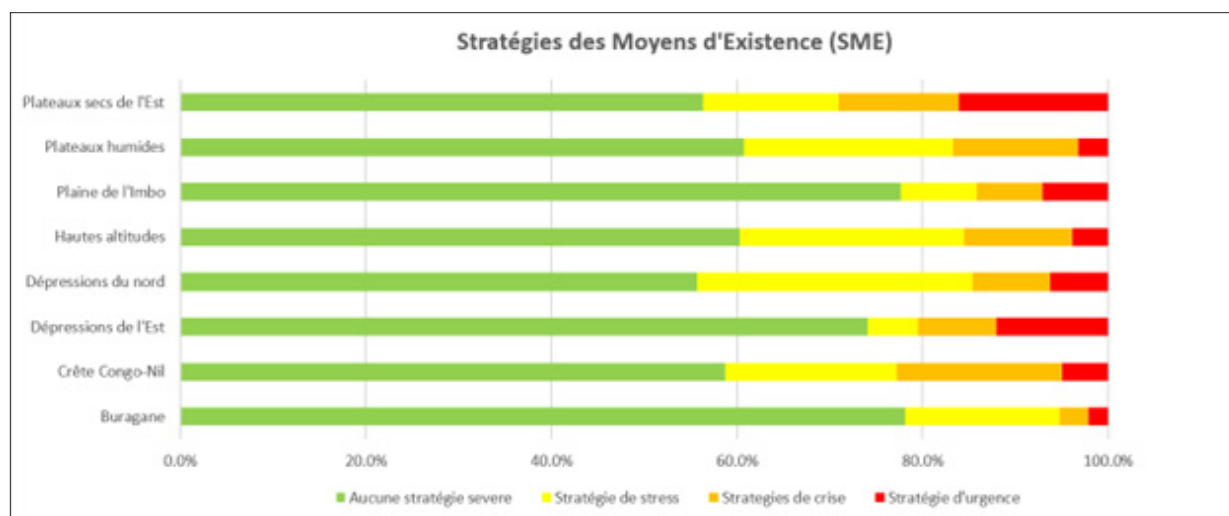


Par rapport à l'expérience de la faim dans le ménage, cet indicateur est critique dans les ZMEs de Crête Congo Nil, Hautes Altitudes et Plaine de l'Imbo avec respectivement 20%, 22% et 19% des ménages qui se situent en Phase 3 de l'IPC.



S'agissant du Score de diversité alimentaire, 17% des ménage consomment entre 3-4 groupes d'aliments contre 78% qui consomment 5 à 12 groupes d'aliments. Les ZME de Crête Congo Nil, Dépressions de l'EST et la Plaine de l'Imbo affichent un SDAM en Phase 3 de l'IPC ou à la lisière de la Phase 3 de l'IPC avec respectivement 23%, 19% et 22% des ménages qui consomment entre 3 et 4 groupes d'aliments (indicatif de la Phase 3 de l'IPC).

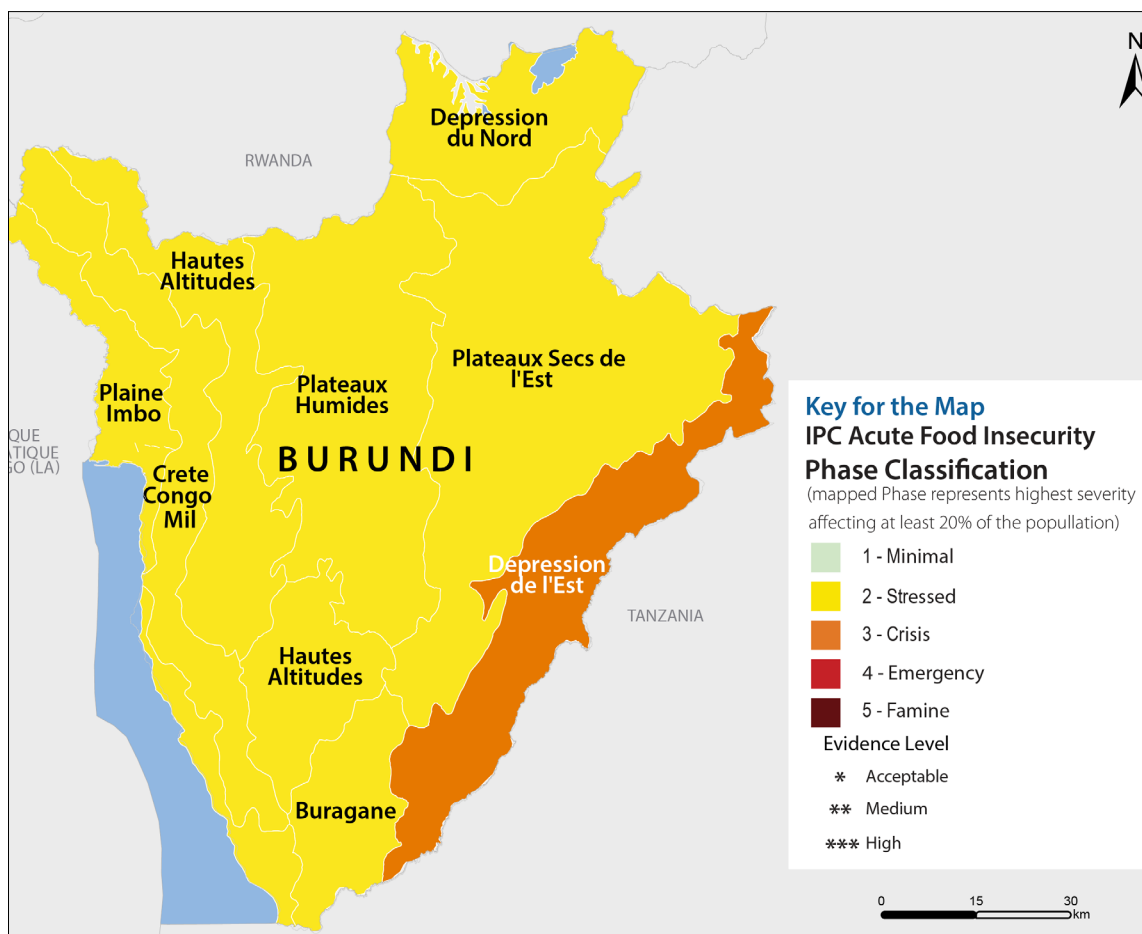
En analysant les stratégies d'adaptation liées aux moyens d'existence (SME), cet indicateur converge vers la Phase 2 de l'IPC au niveau national, avec 19% des ménages qui font recours aux stratégies de crise et urgence. Cependant, cet indicateur affiche quelques disparités. On constate par exemple que 23% des ménages de Crête Congo Nil font recours aux stratégies de crise et urgence, contre 21% dans la ZME des Dépressions de l'Est et 29% dans la ZME des Plateaux Secs de l'Est. Cet indicateur place donc les trois ZME dans la Phase 3 de l'IPC. Parmi les stratégies les plus utilisées, 17% des ménages au niveau national ont consommé les semences qui étaient réservées pour la saison prochaine, 5% des ménages ont déclaré avoir retiré les enfants de l'école, 6% ont déclaré avoir vendu les derniers animaux femelles, alors que 4% des ménages ont vendu les outils productifs.



Assistance alimentaire :

Malgré une diminution sensible des financements humanitaires, les acteurs du secteur sécurité alimentaire ont continué à apporter une assistance aux personnes en besoin. Les données du cluster sécurité alimentaire indiquent que pour la période de janvier à juin 2025, plus de 294 000 personnes ont bénéficié de l'assistance alimentaire du PAM, de la FAO et des programmes du Gouvernement Burundais. La population ayant bénéficié de plus d'assistance alimentaire (environ 171 000 personnes) se trouve dans la ZME des Dépressions du Nord qui a connu des effets néfastes du déficit hydrique sur les moyens d'existence des ménages. Ces données sur l'assistance alimentaire, n'incluent pas l'assistance destinée aux réfugiés en provenance de la RDC qui affichent des besoins énormes et multisectoriels.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE 1 (OCTOBRE À DECEMBRE 2025)



Préfecture	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Buragane	299,841	149,921	50	119,936	40	29,984	10			0	0	2	29,984	10
Crête Congo Nil	1,475,148	811,331	55	516,302	35	147,515	10			0	0	2	147,515	10
Dépressions de l'Est	913,239	410,958	45	319,634	35	182,648	20			0	0	3	182,648	20
Dépressions du nord	1,141,375	399,481	35	570,688	50	171,206	15			0	0	2	171,206	15
Haute altitude	1,684,773	758,148	45	673,909	40	252,716	15			0	0	2	252,716	15
Imbo	958,271	479,136	50	335,395	35	143,741	15			0	0	2	143,741	15
Plateaux humides	3,676,902	1,838,451	50	1,286,916	35	551,535	15			0	0	2	551,535	15
Plateaux secs de l'Est	2,139,314	962,691	45	855,726	40	320,897	15			0	0	2	320,897	15
Grand Total	12,288,863	5,810,117	47	4,678,506	38	1,800,242	15			0	0		1,800,242	15

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROJETÉE 1 (OCTOBRE À DÉCEMBRE 2025)

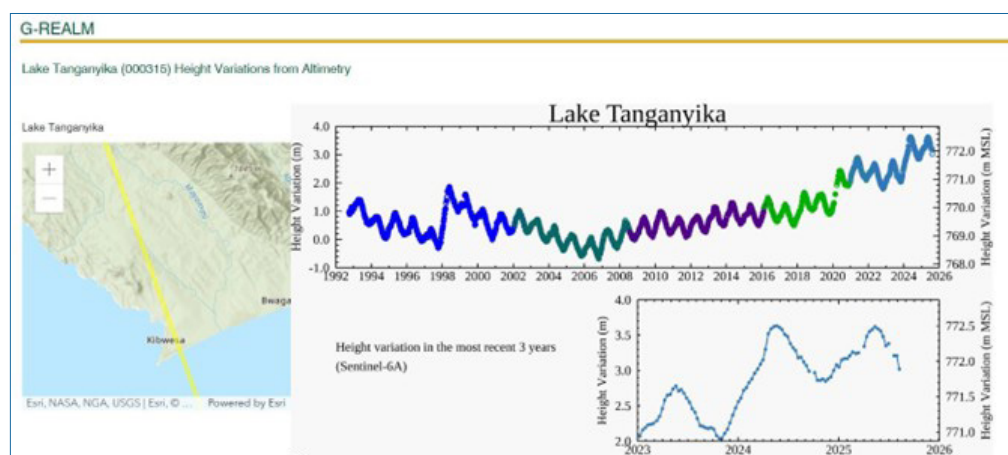
Sur le plan du calendrier saisonnier, la période d'octobre à décembre 2025 correspond à la soudure agricole entre la fin de la saison B et le début de la saison A. Cette période est généralement caractérisée par :

- L'épuisement progressif des stocks alimentaires au niveau des ménages, particulièrement ceux à faible capacité de stockage ou de production.
- Une baisse de la disponibilité des aliments sur les marchés, entraînant une hausse saisonnière des prix des denrées de base, ce qui limite l'accès alimentaire pour les ménages pauvres.
- Des dépenses élevées en début de période, notamment pour l'achat d'intrants agricoles (semences, engrais) et les frais liés à la rentrée scolaire, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les ressources économiques des ménages.
- Une atténuation partielle de la soudure grâce aux récoltes de la petite saison des marais, qui couvrent environ un mois pour les ménages ayant accès à ces zones (estimés à environ 30%).
- Après une montée des eaux du Lac Tanganyika ayant affecté négativement des activités économiques et les moyens d'existence des ménages, le Pays pourrait s'attendre au cours de la saison pluvieuse prochaine (octobre-décembre) à une montée des eaux la plus élevée jamais observée depuis 1994. Les prévisions G-REALM prévoient des variations les plus élevées en début de l'année 2026 pouvant atteindre jusqu'à 772 mMSL. Si aucune action d'anticipation n'est entreprise en ce moment, des dégâts énormes pourraient être enregistrés à partir de la fin de l'année 2025, avec un pic attendu en début de l'année 2026.

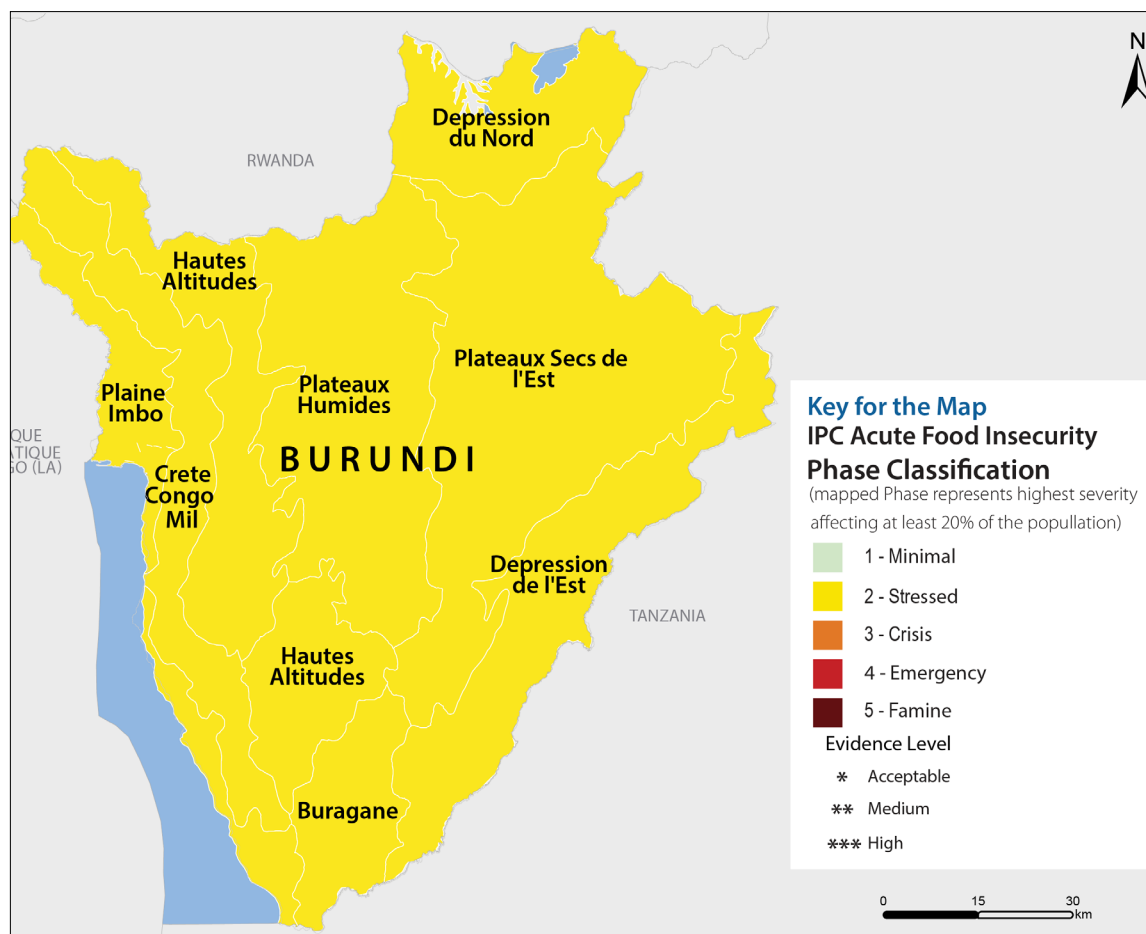
Hypothèses-clés

- Réduction significative des stocks alimentaires dans les ménages, sauf pour ceux ayant accès aux marais.
- Faible contribution des récoltes de la petite saison des marais à la couverture des besoins alimentaires globaux.
- Hausse saisonnière des prix des denrées de base (maïs, haricots, manioc, etc.).
- Diminution du pouvoir d'achat des ménages pauvres en raison de dépenses agricoles et scolaires.
- Risque de réduction de la diversité alimentaire et de la qualité nutritionnelle, surtout chez les ménages en Phase 2 ou 3 de l'IPC.
- Risques modérés liés à des aléas climatiques ou à des perturbations locales (ex. : mouvements de population, insécurité).

Pendant cette première projection la proportion des personnes en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) augmentera de 35% par rapport à celle de l'analyse actuelle et celle en situation de stress (Phase 2 de l'IPC) augmentera de 6%. Toutes les ZMEs verront leur population en insécurité alimentaire aiguë élevée augmenter. Les ZMEs les plus exposées (Dépression du Nord, Plaine de l'Imbo, Dépressions de l'Est) pourraient approcher le seuil de basculement vers la situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Ces zones sont particulièrement fragilisées par des chocs antérieurs et restent exposées à de nouveaux aléas tels que l'afflux de populations (réfugiés burundais refoulés, demandeurs d'asile de la RDC), les inondations et les déficits agricoles.



CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE 2 (JANVIER À MARS 2026)



Préfecture	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Buragane	299,841	164,913	55	119,936	40	14,992	5			0	0	2	14,992	5
Crête Congo Nil	1,475,148	1,032,604	70	368,787	25	73,757	5			0	0	2	73,757	5
Dépressions de l'Est	913,239	502,281	55	319,634	35	91,324	10			0	0	2	91,324	10
Dépressions du nord	1,141,375	456,550	40	570,688	50	114,138	10			0	0	2	114,138	10
Haute altitude	1,684,773	842,387	50	673,909	40	168,477	10			0	0	2	168,477	10
Imbo	958,271	574,963	60	287,481	30	95,827	10			0	0	2	95,827	10
Plateaux humides	3,676,902	2,206,141	60	1,103,071	30	367,690	10			0	0	2	367,690	10
Plateaux secs de l'Est	2,139,314	1,069,657	50	855,726	40	213,931	10			0	0	2	213,931	10
Grand Total	12,288,863	6,849,496	56	4,299,232	35	1,140,136	9			0	0		1,140,136	9

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROJETÉE 2 (JANVIER À MARS 2026)

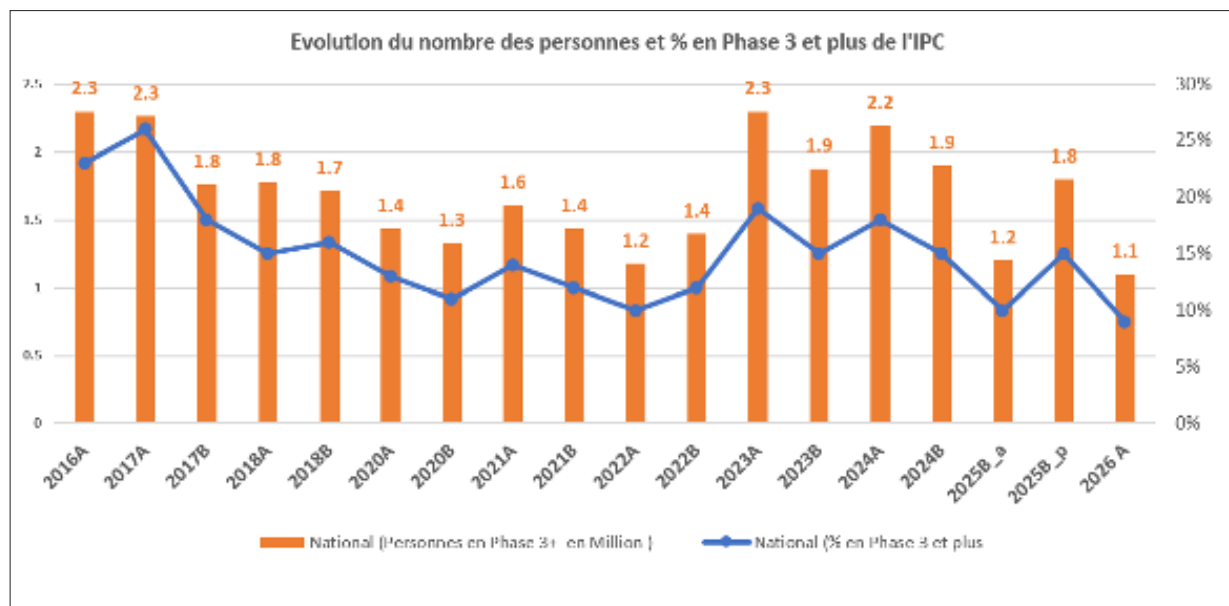
La période couverte par la deuxième analyse projetée correspondra à la période de récolte et de post-récolte de la saison culturale 2026 A. En l'absence d'aléas majeurs (climatiques, économiques ou sécuritaires), cette période est généralement associée à une amélioration des indicateurs de disponibilité et d'accès alimentaire. L'augmentation des stocks alimentaires au niveau des ménages, combinée à une meilleure offre sur les marchés, devrait entraîner une baisse saisonnière des prix des denrées de base. Ces facteurs sont susceptibles de réduire la prévalence de l'insécurité alimentaire aiguë, avec une proportion accrue de ménages classés en Phase 1 de l'IPC (Minimale) ou Phase 2 de l'IPC (Sous pression), selon les critères IPC. Toutefois, une vigilance reste requise dans les zones exposées à des chocs récurrents ou à une résilience limitée.

Hypothèses-clés

- Relative stabilité des marchés et des flux commerciaux.
- Possible pression sur les ressources alimentaires locales à la suite de l'afflux des populations au Burundi. Si la situation ne se stabilise pas à l'Est de la RDC, un afflux des réfugiés pourrait s'observer au Burundi entraînant d'énormes besoins humanitaires.
- Les séquelles des inondations provoquées par la montée des eaux du Lac Tanganyika persisteront eu égard que son niveau restera élevé en 2026.
- Disponibilité alimentaire : Augmentation des stocks au niveau des ménages à la suite des récoltes.
- Accès alimentaire : Amélioration liée à la baisse saisonnière des prix des denrées de base et à une meilleure offre sur les marchés.
- Utilisation alimentaire : Stabilité attendue des pratiques alimentaires et de la qualité nutritionnelle.
- Stabilité : Risques modérés, sauf dans les zones exposées à des chocs récurrents ou à faible résilience.

COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS PRÉCÉDENTS (2016–2025):

Sur une période de près de dix ans, les résultats des analyses IPC (Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire) révèlent trois grandes phases dans l'évolution de l'insécurité alimentaire aiguë au Burundi :



1. Phase 1 : 2016–2017

Cette période est marquée par un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë, avec environ 2,3 millions de personnes (soit plus de 20 % de la population) classées en phase IPC 3 ou plus (crise ou pire).

2. Phase 2 : 2020–2022

Une amélioration notable est observée, avec une réduction du nombre de personnes en IPC 3+ à environ 1,4 million (près de 12 % de la population). Cette baisse est attribuée à des efforts de stabilisation et à une relative accalmie des chocs externes.

3. Phase 3 : 2023–2025

Une remontée du niveau d'insécurité alimentaire est constatée, avec une stabilisation à un niveau élevé autour de 2 millions de personnes (environ 15 % de la population). Toutefois, une légère amélioration est observée en 2025, avec une baisse du pic de la période de soudure (octobre–décembre) de 1,9 million à 1,8 million de personnes.

Depuis 2020, le pays a été confronté à une série de chocs successifs et cumulatifs : la pandémie de COVID-19, les répercussions de la crise russo-ukrainienne, les aléas climatiques (montée des eaux du lac Tanganyika, phénomène El Niño), l'inflation, les pénuries de carburant et de transport, la dépréciation de la monnaie nationale, ainsi que plusieurs épidémies. Ces chocs ont fragilisé la résilience des ménages, les rendant particulièrement vulnérables à toute nouvelle perturbation.

La dernière analyse IPC de 2025 souligne que, bien que les investissements dans le secteur agricole aient permis de stabiliser le niveau d'insécurité alimentaire en dessous de 2 millions de personnes, la tendance n'a pas encore été inversée de manière significative. Les efforts doivent donc être intensifiés et mieux ciblés pour réduire durablement le nombre de personnes en situation de crise alimentaire.

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

Priorités de réponse

Renforcement de la réponse humanitaire ciblée

- Prioriser les ZMEs avec des populations élevées en Phase 3 de l'IPC (Crise) : Dépressions de l'Est, Plaine de l'Imbo, Dépressions du Nord.
- Intensifier l'assistance alimentaire dans les zones à forte concentration de réfugiés et déplacés internes.
- Préparer une réponse anticipée pour les zones à risque de basculement vers la Phase 3 lors de la soudure (octobre-décembre 2025).

Appui à la résilience des ménages vulnérables

- Soutenir les moyens d'existence durables : agriculture, élevage, jardin de case.
- Renforcer l'accès aux intrants agricoles (semences, engrais) pour les ménages pauvres pour la saison 2026A.
- Appuyer les activités génératrices de revenus, notamment dans les zones affectées par les chocs climatiques et économiques.

Surveillance et gestion des risques climatiques et économiques

- Mettre en place un système d'alerte précoce pour les inondations (Lac Tanganyika) et sécheresses localisées.
- Suivre l'évolution des prix alimentaires et du carburant pour anticiper les impacts sur l'accès alimentaire.
- Coordonner avec les autorités locales pour gérer l'afflux de populations déplacées et réfugiées.

Renforcement de la sécurité nutritionnelle

- Promouvoir la diversité alimentaire et la consommation d'aliments riches en micronutriments.
- Intensifier les campagnes de sensibilisation nutritionnelle dans les zones à faible diversité alimentaire.
- Appuyer les services de santé communautaire pour prévenir la malnutrition.

Amélioration de la coordination et du ciblage pour toute forme d'assistance

- Maintenir voire renforcer le système de surveillance de la situation de la SA à travers la collecte et d'analyse des données (FSMS, ENAB, mVAM, SIP, etc.).
- Cibler les interventions selon les résultats d'analyse de l'IPC et des évaluations multisectorielles Adhoc.

Mobiliser les ressources pour maintenir et étendre les interventions dans un contexte de financement humanitaire

Facteurs de risque à surveiller

Il est nécessaire d'assurer une surveillance des principaux facteurs ci-dessous qui peuvent impacter négativement la situation alimentaire des ménages :

La montée des eaux du lac Tanganyika : La montée des eaux du lac Tanganyika pourrait se poursuivre et entraîner des nouvelles inondations détruisant plusieurs biens et services, ainsi que les moyens d'existence des ménages. Les prévisions agro climatiques indiquent qu'en début 2026, la montée des eaux de ce lac pourrait atteindre des niveaux élevés jamais expérimentés depuis 1994.

Le prix et disponibilité du carburant : La rareté et le prix du carburant sur le marché local demeure l'un des facteurs clés de l'insécurité alimentaire. Il est important d'assurer un suivi régulier de la disponibilité et du prix du carburant car celui-ci pourrait affecter le secteur économique dans l'ensemble des ZME.

Le taux de change : la dualité du taux de change demeure un facteur qui puisse affecter l'économie formelle. La stabilité du cadre macroéconomique est fonction de la stabilité de la monnaie locale face aux devises et nécessite une surveillance adéquate.

Déficit hydrique : Dans les zones qui ont expérimenté le déficit hydrique, il est judicieux de poursuivre la surveillance de ses effets sur les moyens d'existence des ménages.

Mouvement des populations : Le contexte politique et sécuritaire reste stable mais tendue le long de la frontière avec la République Démocratique du Congo. Une détérioration inattendue de la situation pourrait entraîner des vagues de mouvements des populations vers le Burundi.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

L'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë a été organisée du 18 au 22 Août 2025 à l'hôtel WINNERS de Ngozi, Burundi. Cette analyse a été organisée sous le leadership du ministère de l'environnement, de l'Agriculture, et de l'Élevage (MINEAGRIE), en collaboration avec ses partenaires nationaux et internationaux, avec le soutien financier du Programme Alimentaire Mondial (PAM). Au total 42 experts issus des différentes organisations et expertises techniques ont activement pris part à cet exercice effectué en toute rigueur, neutralité et transparence.

Les institutions ayant pris part à l'analyse sont principalement le ministère de la Santé (PRONIANUT, DSNIS), ministère de l'environnement, de l'agriculture et d'Élevage (DSIEA, BPEAE, DGMVAE, DPFAPFNL, IGEBU, ISABU, DGPATI, DEP, DSE, DGEREA, et DPFH), INSBU, FAO, PAM, FEWSNET, PACTBU, World Vision, CARE International.

L'analyse a été appuyé par un facilitateur de l'Unité de Soutien Global (GSU-IPC). Les participants ayant été conviés à l'analyse sont principalement ceux ayant déjà été formés sur les protocoles de classification IPC et ayant participé à une analyse de l'insécurité alimentaire aiguë par le passé.

Le début de l'analyse a été précédé par une séance de formation sur le processus d'analyse dans la nouvelle plateforme d'analyse « Analysis Platform-AP » en remplacement de la précédente plateforme « ISS ». Le processus de préparation de l'analyse a été également marqué par plusieurs autres activités organisées par le Groupe de Travail Technique IPC dont une série des réunions de coordination organisées en collaboration avec le GSU-IPC et les partenaires clés. La vérification de la plausibilité et l'encodage des données sur la plateforme d'analyse a été fait avec l'appui du GSU IPC. Toutes les données disponibles ont été mises à la disposition de tous les partenaires. Chaque groupe a présenté les résultats de l'analyse en plénière et a reçu les contributions de toute l'équipe d'analyse pour l'amélioration du travail de groupe.

Le niveau de confiance de l'analyse est MOYEN (**) pour toutes les ZME classifiées, à l'exception de la ZME des plateaux humides dont le niveau de confiance est ELEVE (***) en raison du nombre des preuves utilisées (Cf le protocoles IPC).

Ressources

Cette analyse a été alimentée par plusieurs sources des données telles que l'enquête FSMS qui a fourni les données sur les résultats directs de la sécurité alimentaire ainsi que les données des facteurs contributifs portant essentiellement sur la pratique de l'agriculture et d'Élevage, les chocs communautaires, et les chocs au niveau des ménages. Cette enquête a aussi fourni des données sur les principales activités de subsistance et les sources des revenus. Les données sur la part de dépenses affectées à l'alimentation, la durée des stocks et les stratégies d'alimentation et des moyens d'existence ont aussi été fournies par l'enquête FSMS.

Les données sur la production agricole sont principalement venues de l'enquête ENAB du MINEAGRIE ainsi que des statistiques fournies par les BPEAE (Bureau Provinciales de l'environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage).

Les résultats du dernier Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE 2024) ont été aussi mis à contribution.

Les données sur les marchés et les prix des denrées alimentaires ont été extraites des différents rapports mVAM du PAM. Les données sur la climatologie ont été fournies par différentes sources à savoir FEWS NET, Dataviz du PAM, et l'IGEBU. Les rapports circonstanciels multisectoriels d'évaluations rapides, les rapports de l'OIM et du HCR sur les mouvements des populations etc ont également contribué pour le déroulement de l'analyse.

Limites de l'analyse

Les données ENAB sur les productions agricoles présentent le taux de couverture au niveau de l'ensemble de la ZME. Ce taux peut être porté principalement par les gros propriétaires terriens ou les gros producteurs. Il est donc difficile d'apprécier le taux de couverture au niveau du ménage. Il est aussi difficile d'apprécier la quantité de production qui a été acheminée sur le marché afin de permettre de répondre aux besoins alimentaires et non alimentaires des ménages.

Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë ?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Pour de plus amples informations, contacter:

Mr. Isaac Nzitunga

Président du Groupe de Travail Technique - l'IPC Burundi

isaac.nzitunga2022@gmail.com

Unité de soutien global IPC

www.ipcinfo.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage. Elle a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO et du PAM.

La classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition a été réalisée à l'aide des protocoles IPC, qui sont développés et mis en oeuvre dans le monde entier par le partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim (AAH), CARE, Catholic Relief Services (CRS), le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWS NET, le Cluster mondial de sécurité alimentaire, le Cluster mondial de nutrition, l'IFPRI, l'IGAD, l'IMPACT, Oxfam, le SICA, la SADC, Save the Children, le PNUD, UNICEF, le PAM, l'OMS et la Banque mondiale.

Partenaires de l'analyse IPC:

